

LE CONGO AU MILIEU DU GUE,
=====

Que les cultures noires furent surtout efficaces au niveau des groupes de dimension réduite est une affirmation que les ethnologues chargeront sans doute de nuances pour l'Afrique soudanaise mais qui peut être acceptée strictement en Afrique bantoue.

A ce niveau, les cultures africaines ont présenté un état d'équilibre remarquable. Il faut relire les "Etudes Bakongo" du Père Van Wing. La structure des institutions coutumières est là lumineusement exposée : la mvila (le clan), la kanda (le petit clan) avec à sa tête le mpfumu mpu, la kanda fiota (la lignée) que commande le nkazi. C'est la même pyramide, la même dialectique du spirituel et du temporel, un matriarcat également fécond que Balandier et Soret ont décrit dans leurs études sur les Lari, ces Bakongo de l'autre rive. De tout cela, que reste-t-il ?

Peu de chose si l'on considère les Bakongo de Léopoldville. Mais ce témoignage n'est-il pas suspect dans la mesure même où il émane de citoyens ? A la vérité, d'autres investigations s'avèrent souvent aussi infructueuses. De ces longues conversations avec un leader du mouvement Abako qui entendait à l'origine redonner vie à la langue Kongo et aviver ainsi la prise de conscience d'une culture autonome, de ces enseignements que retenir sinon que ces notions ne sont à ce point imprécises que parce qu'elles ne sont plus que théoriques, que la vie s'est retirée de ces structures laissant la société kongo désarticulée.

Sans doute, les Bakongo constituent-ils un exemple de choix. Que l'on se garde cependant d'en faire une exception.

Pour des raisons qu'il demeurerait intéressant d'analyser, le Bakongo (ou Bas-Kongo) fut le premier à enclencher un processus qui, aujourd'hui, se répète dans tout le pays. A cet égard, le rôle des partis politiques fut partout prépondérant. Que d'autorités emportées en quelques mois, que d'oasis au précaire équilibre à jamais rompu

En coexistence avec le monde noir, la Belgique a exercé pendant trois quarts de siècle des prérogatives qu'elle détint sans partage. L'exceptionnelle centralisation des pouvoirs, leur confusion sur une même tête, la liberté laissée aux groupes financiers et jamais contrebattue par d'autres forces, tout cela fit de la colonie un état qui, par son absolutisme, ressemblait fort peu à la métropole. Et voici que ce pouvoir se retire. Presque sans transition. En tout cas sans préparation.

Certes, les Africains créeront une synthèse personnelle. Notre crainte ne porte pas aussi loin. Elle concerne cette période de transition où il faudra construire sans bases solides puisque les structures antérieures se dérobent. Que l'on ne s'y trompe point : c'est bien d'une révolution qu'il s'agit.

Au cours des mois à venir, le Congo sera soumis à des forces centrifuges et centripètes nouvelles. Celles-ci s'opposeront sans doute avec violence. De l'issue de ce combat, dépend l'avenir du pays et, pour une grande part, également l'équilibre de l'Afrique centrale. Tentons donc de faire le bilan des unes et des autres.

Parmi les forces d'hétérogénéité, il en est trois qui pourraient être prépondérantes : le séparatisme, le tribalisme et l'appartenance religieuse.

Le Séparatisme.

Voici trois quarts de siècle, Léopold II défendait son empire à la fois contre les menées des Français dans le Bas-Congo et contre les convoitises anglaises sur les gisements du Katanga. Le développement du Congo n'a fait que renforcer l'importance économique de ces deux régions. Pôles de croissance, elles sont plus que jamais centres d'attraction.

A l'Ouest demeure la menace française ou plutôt celle de la Communauté. Partis avec un retard considérable, les belges ont été plus vite et plus loin que les français. Le succès de l'expérience belge serait de nature à étioiler le rayonnement de l'"ensemble français". En Afrique, la justesse d'une politique ne s'apprécie qu'en termes relatifs. Or la Communauté connaît sous l'Equateur certaines difficultés d'évolution. Pour bénéficier du transfert des compétences à l'instar du Mali et de Madagascar, la défunte A.E.F. devait au préalable retrouver son unité. Mais il est moins aisé de refaire que de défaire et l'on comprend aisément que le Gabon n'ait pas repris sur ses épaules le fardeau budgétaire d'une nouvelle union équatoriale toujours aussi pauvre.

A l'Est, par delà les influences des sociétés minières et les connivences de colons, ce qui se cherche et s'élabore, sans savoir encore si elle passera par le Congo, c'est la ligne de partage entre deux Afriques. Une Afrique noire homogène et celle qui, du moins pour un temps encore, devra assurer la coexistence des deux races. Ce problème du peuplement blanc n'est-il pas le problème politique le plus difficile de l'Afrique dont la solution sera sans doute pénible et coûteuse ainsi que nous le rappelle chaque jour l'Algérie.

L'évènement dangereux pour le Congo, c'est la complicité que trouvent auprès des Africains les forces séparatistes pesant aux deux extrémités du pays.

A l'Ouest, chez une fraction des Bakongo, la nostalgie demeure grande du royaume d'autrefois dont il est sans doute extrêmement difficile de préciser la portée, mais l'essentiel n'est pas là. En ce domaine, la représentation compte davantage que la réalité.

Chez d'autres, la tentation procède de la stratégie. Après avoir réclamé la République du Kongo central qu'ils identifiaient à peu près à la province de Léopoldville, ils se sont aperçus un peu tardivement que, dans cette république, l'ethnie Kongo était minoritaire. De là, ils furent amenés à penser qu'avec l'appui de leurs frères de l'autre côté du fleuve, les Lari auxquels pourraient se joindre plus tard les Zombo de l'Angola, ils retrouveraient leur majorité un instant.

Que l'on nous comprenne bien. Nous n'entendons pas dire que le peuple mukongo, sitôt l'indépendance acquise n'aura rien de plus pressé que de prendre ses distances à l'égard du Congo pour se tourner vers des unions plus "naturelles". L'hypothèse que nous exprimons est que l'on ne s'entende à l'étranger à faire vibrer certaines cordes très sensibles.

Au Katanga, la force centrifuge se situe sur un autre plan. La province la plus riche du Congo a le sentiment d'avoir, pendant trop d'années, contribué de manière inéquitable au développement déséquilibré du pays. La "souveraineté katangaise", rêve mille fois ressassé, apparaît enfin réalisable. La tentation du Sud-Est est celle d'une union plus étroite avec la métropole à qui l'on donne tous les gages pour obtenir d'elle les moyens de développement.

Encore une fois, ceci ne signifie pas que le Katanga doive nécessairement choisir le repli doré mais plutôt qu'il doive se défendre du mythe de l'abondance d'écoles et de coquettes maisons acquises contre le reste du pays.

Le Tribalisme.

Il est malaisé de définir le groupe ethnique. Dire qu'il est caractérisé par des particularités linguistiques, anthropologiques et sociologiques, demeure insatisfaisant si l'on n'ajoute pas en même temps que l'essentiel en cette matière demeure l'idée que les Africains se font de leur propre groupe.

Cette notion est d'ailleurs susceptible de varier dans le temps et dans l'espace.

Bangala n'a pas en Equateur la même signification qu'à Léopoldville. Là-bas, il désigne un groupe relativement peu important établi le long du fleuve aux environs de la Nouvelle-Anvers. Ici, c'est un vocable infiniment plus large qui recouvre les gens descendus vers Léopoldville par le fleuve. Notion accueillante qui oppose en un dualisme simplifié les Bakongo à ceux qui ne le sont pas.

Le nom de Bayaka, celui de l'ethnie la plus importante du Kwango était également à Léopoldville une épithète peu flatteuse. Les Bayaka, privés d'un enseignement de valeur, constituent le sous-prolétariat de Léo occupé à des travaux de manoeuvre ou vivant en marge du monde industriel. C'était donc une appartenance ethnique qu'il y avait peu de raisons d'afficher jusqu'au jour où, s'unissant à un parti important, les Bayaka reprirent conscience de leurs forces et emportèrent plusieurs écharpes mayorales. On peut supposer qu'un recensement démographique relèverait plus de Bayaka aujourd'hui qu'hier.

Tout fluide qu'il soit, le phénomène n'en demeure pas moins de première importance.

Faisons rapidement l'inventaire des principales ethnies constituées en partis politiques : les Bakongo, les Bateke, les Bayaka, les Bayanzi, les Mongo, les Lulua, les Basonge, les Baluba du Katanga. En encore, cette liste ne reprend-elle que les ethnies qui, tel un cri de ralliement ou un mot de passe, ont ouvertement prêté leur nom aux partis politiques qui les défendent. Il se trouve toutefois des filiations plus pudiques. Qui pourrait nier par exemple l'identification au Kasai du M.N.C. tendance Kalonji au Mouvement solidaire Muluba ?

Est-ce à dire que le Congo tout entier ne pense qu'en termes tribaux ? Ce serait là une simplification outrancière. Dans un questionnaire utilisé l'an dernier dans les grandes entreprises de Léopoldville, au chapitre des relations de travail et de l'attachement à l'entreprise, parmi de nombreuses autres hypothèses, nous avons demandé aux travailleurs tout d'abord s'ils n'entretenaient pas de mauvaises relations avec leurs chefs directs en raison de leur appartenance ethnique et plus loin, s'ils quitteraient leur entreprise pour travailler dans une autre où ils retrouveraient des "frères". A ces deux questions, les réponses furent identiques. A quelques unités près, qui d'ailleurs valident les autres attitudes, le comportement général ne retenait pas le fait ethnique.

Ceci souligne à suffisance la double appartenance de l'Africain. Maintes fois, dans plusieurs régions du Congo, au milieu de luttes tribales parfois violentes et sanglantes, les antagonistes se retrouvèrent dans un cadre industriel, étroitement unis par une grève ou une discussion paritaire. L'homme du Congo d'aujourd'hui est essentiellement un être bifide. La consolidation du phénomène urbain et industriel lui rendra sans doute un jour une unité qui, à présent, lui manque.

La diversité des Cultes.

Il peut paraître étrange de mentionner ici la diversité des cultes. Dans les pays africains nouvellement indépendants, nulle part, le fait religieux n'est apparu comme une force hétérogène. Mais il est vrai que ceux-ci étaient à majorité islamique. Au Congo, les positions de force sont autres. Lorsque Monsieur Dequae déclarait en 1954 : "Au Congo belge, plus d'un tiers de la population a été convertie au christianisme. Pour nous, le christianisme est encore synonyme de civilisation. Nous avons confiance que notre colonie deviendra le grand état catholique de l'Afrique Centrale de demain", il faisait autre chose qu'exprimer un sentiment personnel. On peut dire qu'il formulait ainsi la position que ses prédécesseurs à la Place royale avaient toujours défendue plus ou moins officiellement. C'est dire que l'Eglise, dont la tentation est déjà naturellement grande de se constituer en "chrétienté", a bénéficié de tous les appuis et s'est érigée en groupe de pression de première importance. Six ans après ces propos du Ministre Dequae, la dépouille de Simon Kimbangu est ramenée en grande pompe en "terre sainte" et aucun leader mukongo, quelle que soit sa conviction religieuse, n'ose se dérober aux cérémonies d'hommage. Certes, il est permis d'espérer qu'un pluralisme naîtra, favorisé par un état laïc mais l'affrontement de deux mondes clos, tentés par la "thèse", n'est-il pas aussi à redouter ?

A l'Est, le Kitawala lève d'autres interrogations dont les réponses demeurent aussi hasardeuses.

Face à ces forces centrifuges, quels peuvent être les sentiments ou les intérêts communs, le ciment de l'unité du Congo.

Empressons-nous de dire que c'est sur le terrain des mythes qu'il faut les chercher. L'amélioration du bien-être matériel ne peut suffire à lui seul à tendre les énergies. L'idéal malthusien bourgeois que Sauvy ramassait dans cette formule cruelle : "une femme, deux enfants, trois pièces, quatre chevaux", ne peut trouver écho en Afrique noire. Tout d'abord parce qu'il ne s'y trouve pas ce minimum de confort à protéger et ensuite parce qu'il faudra pendant longtemps encore proposer aux Africains des nourritures autrement passionnelles. Voilà la place du mythe au sens le plus vénérable du mot.

Il y eut l'an dernier l'indépendance. L'esprit fort occidental peut trouver naïfs l'élan et la confiance qui amenaient l'indigène du fond de la brousse à acheter les cartes du parti de son choix pour lui, sa femme et ses enfants et cela pour plusieurs années. Il n'en demeure pas moins qu'il y avait là une émotion qui ne fut malheureusement pas captée dans plusieurs régions du pays.

Il y a enfin le problème de l'homme. Plus qu'en Occident, la politique en Afrique se fait avec une tête d'affiche. Le mythe a besoin de l'homme pour s'incarner. Qui sera demain le maître du Congo ? Celui dont les photos orneront les murs des cases, qui verra ses traits reproduits sur les pagens et dont le nom sera rapidement identifié à un animal, symbole de force, de ruse ou de sagesse.

Il est aberrant d'avancer le Soudan, le Ghana ou la Guinée, d'y coller les noms de Modibo Keita, de Nkrumah ou de Touré pour déplorer ensuite que le Congo soit toujours à la recherche de cet homme fort, gage de la stabilité. Raisonner ainsi revient à se tromper d'échelle. Ces états sont grands comme les provinces du Congo, qui auraient moins de mal à secréter chacune leur vedette. Au Congo, tout tourne toujours autour de la démesure du pays. En ce sens, il ne faut pas perdre de vue que l'accession à l'indépendance d'un pareil empire est en Afrique noire un fait sans précédent.

Quelles seront dès lors les émotions de demain, les mythes qui seront l'enjeu de cette nouvelle dispute de l'Afrique ? Nous ajouterions peut-être le nationalisme à la dichotomie de Padmore : panafricanisme ou communisme. G.S.